



# réAGIR

CAMPAGNE N° 27 > MARS 2008

**Insecticides,  
herbicides,  
fongicides...**

## Participez à la *pestition* nationale!

Les partenaires de la campagne



### POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

La France est le premier utilisateur de pesticides de l'Union européenne. Nos sols, loin de pouvoir filtrer près de 80 000 tonnes chaque année, soit environ 3 kilogrammes de matière active par hectare, absorbent et diffusent ces produits chimiques toxiques dans la biomasse, l'eau et l'air.

L'utilisation massive de pesticides défraie régulièrement la chronique : pollutions locales, dépassement des limites autorisées dans les aliments, pollution des nappes phréatiques, terres agricoles contaminées pour des centaines d'années... L'agriculture productiviste met en danger des centaines d'espèces animales, à la reproduction troublée, présentant des maladies létales... Des études alertent régulièrement sur les dangers des pesticides pour la santé : cancers, malformations congénitales, risques d'infertilité, de troubles neurologiques, systèmes immunitaires affaiblis... Ingerés ou inhalés, ces produits toxiques se disséminent partout, dans nos foyers, diffusés jusqu'aux pôles, se concentrant tout au long de la chaîne alimentaire !

Reposant sur une industrie chimique très lucrative, le système agricole intensif met en péril l'ensemble de nos ressources naturelles et soulève d'importants problèmes de santé publique.



Remettre en question cette escalade chimique est une urgence à laquelle l'État français doit répondre en s'engageant sur des objectifs drastiques de réduction et sur l'appui aux alternatives agricoles durables.

Il est temps de renouer avec des agricultures en adéquation avec les milieux naturels et de proposer aux consommateurs des produits sains sans résidus de pesticides. Le Grenelle de l'environnement, qui tarde à se traduire dans les faits, doit mettre en place un grand plan de sauvetage de notre environnement. Renoncer aux pesticides n'est pas renoncer au progrès mais bien au contraire nous réapproprier nos terres et assurer la santé des générations futures.

**Agissez maintenant**

et jusqu'au 31 mars 2009 en envoyant les cartes postales ci-jointes au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, au Président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution et aux Groupes politiques de l'Assemblée nationale

# Demandes et cibles

## Les objectifs :

La baisse de fertilité des sols, la pollution de l'eau, l'apparition d'espèces résistantes témoignent de l'épuisement programmé de nos capacités de production à moyen terme. A-t-on vécu un Grenelle de l'environnement ou de la communication ? Afin que les grands discours deviennent actes, nous demandons :

## Au ministère de l'Agriculture et de la Pêche de :

- > interdire les pesticides préoccupants et taxer plus fortement l'ensemble des pesticides ;
- > inscrire un volet « agriculture biologique et intégrée » conséquent dans l'enseignement des lycées agricoles ;
- > imposer une formation obligatoire pour tous les utilisateurs professionnels et les vendeurs de pesticides ;
- > sensibiliser les collectivités à la bonne gestion de leurs espaces publics sans pesticides ;
- > reconnaître le droit des agriculteurs à utiliser, ressemer et protéger des semences de variétés non manipulées, qu'elles soient inscrites ou non au Catalogue officiel ;
- > retirer immédiatement l'autorisation de mise sur le marché de l'insecticide Cruiser ;
- > soutenir, dans le cadre de la révision de la législation européenne sur les pesticides, les propositions du Parlement européen qui vont dans le sens du principe de précaution.

## A la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution de :

- > retirer des rayons les produits de jardinage et biocides dangereux et mettre les autres en accès limité ;
- > inscrire dans les cahiers des charges des fournisseurs l'obligation « Zéro Résidu » et favoriser les produits issus de productions biologiques locales ;
- > mettre en place des indicateurs de résidus de pesticides par enseigne commerciale, accessibles au public ;
- > lancer une campagne d'information sur les alternatives à l'utilisation des pesticides.

## Aux groupes politiques de l'Assemblée nationale :

- > Loi Grenelle : inscrire l'objectif de réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides d'ici 10 ans, basé sur un indicateur fiable, et lui donner de réels moyens de mise en œuvre ;
- > Loi Grenelle : inscrire comme objectif contraignant 20 % d'agriculture biologique pour 2020 en lui affectant les moyens nécessaires et notamment financiers ;
- > interdire l'usage de pesticides dans les lieux publics et mettre en place une zone tampon de 50 mètres minimum autour des habitations ;
- > interdire les pulvérisations aériennes.

# Une chimie loin d'être verte...



L'agriculture intensive actuelle emploie 90% des pesticides utilisés, reposant sur une gamme de plus de 8000 produits commercialisés. Faisant fi de l'équilibre des écosystèmes, le recours massif à des produits de synthèse menace nos ressources naturelles et la santé des populations.

En plus des conséquences agronomiques importantes (érosion et baisse de la fertilité des sols, développement de résistances aux substances actives chez les insectes et parasites), les pesticides polluent durablement l'environnement. Ils sont retrouvés dans 91 % des mesures faites dans les cours d'eau et dans plus de la moitié des nappes souterraines<sup>1</sup>. Entre 25 et 75 % des quantités de pesticides pulvérisés se disséminent dans l'atmosphère : pas étonnant qu'une vingtaine de ces substances dangereuses soit retrouvée dans l'air parisien<sup>2</sup> (en milieu rural, un adulte inhale deux fois plus de pesticides qu'il n'en ingère...) ! C'est notamment à cause des insecticides Gaucho et Regent que des centaines de millions d'abeilles ont disparu et que des milliers d'apiculteurs ont cessé leur activité entre 1995 et 2003. Malgré cela, l'État vient d'autoriser la mise sur le marché d'un insecticide toxique de la même famille, le Cruiser ! Sachant qu'un tiers de l'alimentation humaine dépendrait du succès de la pollinisation, la vigilance est impérieuse. L'impact néfaste des pesticides touche l'ensemble de la biodiversité : chauve-souris, amphi-

biens, oiseaux etc.

Alors que la présence de pesticides dans leur alimentation est la première inquiétude en matière de sécurité alimentaire de 76 % des Français<sup>3</sup>, plus de la moitié des fruits et légumes contient des résidus de ces produits. Par ailleurs le verdict scientifique est formel : des dizaines d'études épidémiologiques montrent que nos corps sont contaminés par les pesticides. Elles font le lien entre l'exposition aux pesticides et certains cancers, affaiblissement du système immunitaire, fragilité respiratoire et digestive, propension à développer des maladies neurodégénératives de type Parkinson. Les agriculteurs et leurs familles sont les premiers touchés par cette exposition. Elle serait ainsi source de baisse de la fertilité (27 fois plus de risque de problèmes de fertilité pour les femmes ayant manipulé un herbicide<sup>4</sup>) et affecterait d'autant plus les enfants exposés in utero.

La réduction de moitié de l'utilisation des pesticides d'ici 10 ans et le soutien aux alternatives agricoles sont des annonces phares issues du Grenelle de l'environnement. Au vu des risques associés à l'exposition aux pesticides, il est essentiel de ne pas transiger sur ces objectifs qui tardent à être traduits dans les faits.

1 - IFEN : Les pesticides dans l'eau (2007)

2 - Air Paris (2007)

3 - Sondage EFSA (Autorité Européenne de Sécurité Alimentaire, 2005)

4 - Risk factors for female infertility in an agricultural region, Greenlee AR, Arbuckle TE, Chyou PH, Epidemiology. 2003 Jul;14(4):429-36.

# Sans agriculture durable, des impacts durables

Les sols ne sont pas un support inerte sur lequel on apporte des graines, des engrais, des produits chimiques. Un seul mètre carré contient une moyenne de 260 millions d'organismes vivants qui contribuent à maintenir la santé et la fertilité de nos terres. L'intensification des pratiques agricoles par la monoculture, une forte consommation d'eau et l'utilisation d'intrants chimiques découle directement des choix politiques en matière de développement agricole et rural. Elle conduit à limiter la fonction paysanne d'agronomie, contribue à la disparition des exploitations et s'accompagne d'une perte du tissu social et d'une désertification des campagnes. Le lent travail de sélection variétale permettant de disposer de semences adaptées aux milieux disparaît. Les OGM ont même été jusqu'à être présentés comme solution pour réduire les pesticides ! Alors que leur culture en plein champ nécessite bien souvent l'usage de doses de plus en plus importantes de pesticides parce que certains insectes deviennent résistants !

Le meilleur moyen de réduire l'usage des intrants chimiques est encore de changer les pratiques agricoles. Il est urgent de développer et soutenir l'agriculture durable telle les agricultures biologique et intégrée. En minimisant voire interdisant le recours aux pesticides de synthèse, ces modes de production éliminent les risques associés à ces produits pour la santé : on trouve par exemple peu de résidus de pesticides chez les enfants qui mangent bio. Une réelle politique de soutien à ces alternatives est nécessaire pour passer de 2 % d'agriculture biologique aux 20 % de surfaces agricoles utiles d'ici 2020 comme annoncé à l'issue du Grenelle. Cela doit également passer par la sensibilisation et la formation des paysans, conseillers, chercheurs et techniciens agricoles à ces pratiques. L'instauration d'une taxe suffisamment dissuasive des pesticides permettrait de financer le développement d'une agriculture durable. L'État français doit prendre conscience des coûts associés à l'agrobusiness pour l'environnement et la santé.



## DES DOLLARS EN BARIL.

Les variétés culturales actuelles ont été sélectionnées principalement sur le critère du rendement. Elles sont donc très productives dans des conditions précises qui nécessitent fertilisation et protection phytosanitaire abondante et permanente. Pour satisfaire aux règles du marché concentré autour de quelques grands acteurs, les agriculteurs sont condamnés à recourir à des techniques imposées et standardisées. Les standards de consommation ont également contribué à l'exigence d'aliments homogènes et garantis « zéro défaut » ; ainsi les pommes subissent 27 traitements différents en moyenne par an ! Le marché très lucratif de l'agrochimie, représentée par l'Union des Industries pour la Protection des Plantes, a fait émerger une agriculture faussement « raisonnée » qui ne prévoit aucune réduction significative des doses de pesticides. Au lieu de reconnaître la légitimité de l'inquiétude des Français, l'UIPP lance régulièrement des campagnes de promotion des pesticides pour tenter d'infléchir les résistances de l'opinion publique...

## Vive les "mauvaises" herbes !

Dix pour cent des pesticides sont employés par les jardiniers amateurs et par les collectivités pour la gestion des espaces verts et des voiries. Du fait de leur gestion de la voirie routière et des voies d'eau navigables, les collectivités sont conduites à intervenir sur des milieux très fragiles, souvent imperméables et à faible distance des fossés et des cours d'eau, ce qui entraîne une forte pollution des sols et eaux. Une fois leur environnement touché, les collectivités sont obligées de financer leur dépollution, au lieu de privilégier la prévention. Ainsi, les coûts importants liés à la restauration du bon état des eaux, payés par le consommateur s'ajoutent à ceux liés à la gestion parfois trop hygiéniste des gazons et autres bords de routes, alors même que des économies pourraient être réalisées grâce aux méthodes alternatives de désherbage et grâce à une meilleure acceptation des herbes spontanées. Ces techniques de gestion dite différenciée permettant de limiter la contamination des ressources en eau sont expérimentées par exemple en Isère, dans le Grand Lyon, à Rennes ou à Paris. Il serait également urgent d'interdire l'utilisation de pesticides et produits domestiques toxiques dans les espaces fréquentés par les populations plus fragiles, espaces scolaires, de santé... et de maintenir une zone tampon de 50 mètres minimum près des habitations.

# Je consomme, consommes TUE ?

Chaque année, les chiffres de l'Union européenne sur la présence de résidus de pesticides dans les aliments végétaux sont toujours plus alarmants : alors que la moitié des fruits et légumes consommés en France contiennent ces résidus, 7% des échantillons dépassent les Limites Maximales en Résidus obligatoires. L'eau de boisson, certains jus de fruits, le vin et certains poissons gras contiennent des traces de produits phytosanitaires. La France importe plus de 4,3 millions de tonnes de fruits et légumes frais de l'étranger. En vendant plus de 75% des fruits et légumes en France, la grande distribution est aussi un acteur incontournable de la santé publique. Le marché des produits bio ne représente pourtant qu'un pour cent des

ventes alimentaires malgré une demande croissante. Leur prix rebute encore alors que le mode de culture de ces aliments permet des économies comme la dépollution de l'eau et des bénéfices pour la santé ! Consommer bio ne coûte pas plus cher si on intègre ces coûts externes et si on consomme un peu différemment. En inscrivant dans le cahier des charges de leurs fournisseurs la contrainte « Zéro résidu de pesticides » et des obligations de garanties sur la durabilité des exploitations agricoles, les grandes enseignes peuvent faire pencher la balance en faveur du déploiement d'agricultures respectueuses de l'environnement et de la santé. La banalisation de rayons de pesticides vendus en libre service au côté de rayons de produits

biologiques doit cesser ! Comme dans certaines jardinerie, les grandes surfaces ne pourront se responsabiliser et responsabiliser les consommateurs qu'en réduisant et éliminant drastiquement le choix de produits toxiques d'entretien et de jardinage et en informant sur les dangers de ces produits. Les cas isolés en Europe d'enseignes mettant en application des politiques pour réduire la présence des pesticides et augmenter la gamme de produits issus de la filière biologique doivent se généraliser. En stimulant la demande, la grande distribution peut réellement contribuer à l'offre de produits frais sains et donc au développement de leurs cultures.



## Pour un printemps sans pesticides

Les jardiniers amateurs épandent pas moins de 6 à 7 % des pesticides en France, employant plus de 2000 produits autorisés. Depuis trente ans, l'industrie horticole a convaincu les jardiniers du dimanche que leur bonheur dépendait de l'uniformité de leur pelouse, à grand renfort d'engrais et d'herbicides. Le manque d'information relative aux risques pour la santé comme pour l'environnement conduit souvent au manque de respect des doses homologuées et des précautions d'utilisation. Pourtant, fréquemment ce sont de mauvaises techniques de jardinage qui sont à l'origine des problèmes du jardin (maladies, ravageurs, altération de la vie du sol...). Des alternatives existent : choix des plantes adaptées, couverture du sol (paillis, engrais verts...), rotation des cultures légumières, lutte biologique, utilisation de préparations naturelles telles que le purin d'ortie... Limiter l'usage d'intrants dans son jardin permet également de se prémunir des pesticides dans les maisons : ces substances ont peu à peu envahi l'intérieur des logements et risquent d'être ingérées par leurs habitants. L'air intérieur est saturé de produits toxiques qu'il est grand temps de limiter drastiquement (désinfectants, antiparasitaires, traitement du bois...) !

## Pour en savoir plus :

### EN LIGNE

- > **Pesticides et produits chimiques**  
[www.acap.net](http://www.acap.net)  
[www.mce-info.org/pesticides.php](http://www.mce-info.org/pesticides.php) (Maison de la consommation de Rennes)  
[www.mdrgf.org](http://www.mdrgf.org)  
[www.pesticides-non-merci.com](http://www.pesticides-non-merci.com)  
[www.pan-europe.info](http://www.pan-europe.info) (réseau européen associatif sur les pesticides)  
[www.greenpeace.org/france/vigitox](http://www.greenpeace.org/france/vigitox)
- > **Alternatives agricoles**  
[www.agence-bio.org](http://www.agence-bio.org)  
[www.bioconsomacteurs.org](http://www.bioconsomacteurs.org)  
[www.fnab.org](http://www.fnab.org)  
[www.natureetprogres.org](http://www.natureetprogres.org)  
[www.objectifbio.org](http://www.objectifbio.org)  
[www.grab.fr](http://www.grab.fr)
- > **Santé et environnement**  
[www.artac.info](http://www.artac.info)  
[www.apha.org](http://www.apha.org) (Alliance européenne de santé publique)  
[www.observatoire-pesticides.fr](http://www.observatoire-pesticides.fr)  
[www.pesticides-etudes.mdrgf.org](http://www.pesticides-etudes.mdrgf.org)

### À LIRE

- > **Pesticides. Le piège se referme**  
François Veillerette, Terre vivante, 2002.
- > **Pesticides, révélations sur un scandale français**  
Fabrice Nicolino et François Veillerette, Ed. Fayard, 2007
- > **Le jour où l'abeille disparaîtra**  
Jean-Christophe Vié, Ed. Arthaud, 2008
- > **Manger bio, c'est pas du luxe**  
Lilian Le Goff, Ed. Terre vivante, 2006
- > **Sortir des pesticides**  
Numéro de mars 2008 de la revue Silence (n°355)

### AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT :

97, rue Pelleport - 75020 Paris / Tél 01 40 31 02 37 / Courriel : [contact@agirpourenvironnement.org](mailto:contact@agirpourenvironnement.org) /  
Site internet [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org)

Mille merci à Red pour ses illustrations / Maquette : Communication visuelle > 05 49 07 87 84

Cette plaquette est imprimée à 80 000 exemplaires sur papier recyclé par Presse Pluriel (19, rue Frédéric Lemaître - 75020 Paris) - N°ISSN : 1624-7612